



Bulletin de service

Transport terrestre et maritime



Faits saillants

Industrie des messageries et des services locaux de livraison, 2005 (données provisoires) et 2004 (données révisées)

- Les 19 625 établissements actifs au sein de l'industrie en 2005 ont généré 7,2 milliards de dollars en recettes d'exploitation, une hausse de 6 % par rapport aux 6,8 milliards de dollars de 2004.
- Les dépenses d'exploitation se sont établies à près de 6,6 milliards de dollars, en hausse de 6 % par rapport à 2004. Parmi les charges d'exploitation ayant affiché les hausses les plus importantes, on retrouve ex æquo les salaires et avantages sociaux et les autres dépenses d'exploitation avec 10 %, suivi des dépenses de dépréciation et celles de location et de location bail, également ex æquo avec une hausse de 7 %.
- La marge d'exploitation de l'industrie a atteint 591 millions de dollars, un gain de 10 % avec 2004. Par ailleurs, le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) est demeuré à 0,92.
- Le segment des messageries a affiché des recettes d'exploitation de 5,8 milliards de dollars, une augmentation de 10 % avec 2004. La marge d'exploitation du segment a atteint 406 millions de dollars, en hausse de 14 %. Son ratio d'exploitation est resté inchangé à 0,93.
- Le segment des services locaux de livraison a pour sa part totalisé 1,4 milliard de dollars, une diminution de 5 % avec l'année précédente. Le segment a présenté une marge d'exploitation de 185 millions de dollars, soit un gain de 2 %. Son ratio d'exploitation s'est aussi légèrement amélioré, passant de 0,88 à 0,87.
- Dans l'ensemble, les établissements appartenant aux entreprises de grande et de moyenne taille (celles dont les recettes excèdent 1 million de dollars) ont livrés presque 654 millions d'articles, ce qui a entraîné des recettes de livraison d'un peu plus de 5,5 milliards de dollars.
- Les établissements du segment des messageries ont acheminé 89 % du nombre total des articles tout en ayant réalisé 90 % des recettes de livraison. Par ailleurs, elles assuraient presque exclusivement les services de livraison du lendemain ou de nuit avec 97 % des recettes totales et ceux de deux jours ou plus et les autres services avec 98 % des recettes totales.
- Les établissements du segment des services locaux de livraison ont acheminé 11 % du total des articles et réalisé 10 % des recettes de livraison de l'industrie. Ils se spécialisaient principalement dans les services de livraison le jour même, accaparant la presque totalité des recettes tirées de ce type de service (96 %).

- L'Ontario est demeurée la région dominante de l'industrie en ce qui a trait aux recettes de livraison selon le lieu de collecte des expéditions, ayant enregistré près de la moitié des recettes au pays (47 %).
- Les livraisons à destination du Canada ont représenté 80 % des recettes de livraisons totales, alors que celles à destination des États-Unis 16 % et celles à destination des autres pays 4 % de ce même total.
- Les établissements appartenant à des entreprises de grande et de moyenne taille employaient environ 50 600 salariés et comptaient près de 15 200 opérateurs indépendants. De même, ils utilisaient plus de 27 800 véhicules et diverses pièces d'équipement.

Au sujet de cette publication

Le présent bulletin présente de l'information au sujet de l'industrie des messageries et des services locaux de livraison. Il porte sur les résultats de l'enquête annuelle de 2005 (données provisoires). On y retrouve un profil de l'industrie ainsi que des tableaux de données d'exploitations commentées par de brèves analyses. De même, il présente les tableaux des données révisées de l'année de référence 2004. Enfin, la publication se conclut par l'énoncé de qualité de l'enquête, une description de la méthodologie de l'enquête et de la qualité des données. On y retrouve notamment un volet traitant des changements et des révisions.

Notes aux utilisateurs

1- Les données portant sur les caractéristiques publiées dans le présent bulletin (nombre de colis, origine et destination, équipement et emploi) portent uniquement sur les établissements appartenant aux entreprises ayant généré un revenu annuel relié à leur activité de messageries et de services locaux de livraison de 1 million de dollars ou plus. De façon plus spécifique, cette définition est applicable aux tableaux 4 à 6 et 10 à 12.

2- Débutant avec l'année de référence 2004^r, deux nouveautés notables ont été apportées : des données sur l'emploi ont été ajoutées (tableaux 6 et 12) de même que le nombre d'établissements dans la population pour les tableaux portant sur les caractéristiques (tableaux 4 à 6 et 10 à 12).

Enquête annuelle sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison

Profil de l'industrie – 2005 (données provisoires)

Une industrie confrontée à des marchés en mutation

En 2005, l'industrie des messageries et des services locaux de livraison comptait 19 625 établissements, offrant des services diversifiés allant de la livraison de lettres par messenger à bicyclette à la livraison de matériel de haute technologie par avion à l'étranger¹.

On y retrouve à la fois de très grandes entreprises, souvent filiales de multinationales ou encore de compagnies canadiennes de camionnage intégrées, aux petits entrepreneurs indépendants. Ce large éventail d'activité et de taille d'entreprise fait en sorte que le secteur n'est pas homogène. De plus, il n'est pas rare de constater au sein d'entreprise de même segment et de taille similaire, la présence de philosophies de gestion bien différentes, notamment en ce qui a trait à l'utilisation d'employés salariés versus l'utilisation d'entrepreneurs à contrat ou encore en ce qui a trait à la location versus l'achat des équipements.

L'industrie a généré environ 7,2 milliards de dollars en recettes d'exploitation en 2005, en hausse de 6 % avec les données révisées de 2004 (voir Tableau 1). De par nature, les activités de messageries et de services locaux de livraison représentent un service de support ou d'intermédiaire (demande dérivée). Ainsi, la santé économique de l'industrie est largement tributaire de la conjoncture économique générale. En ce sens, bien que certaines industries, telles que les institutions financières, les firmes d'avocats ou les distributeurs pharmaceutiques utilisent leurs services sur une base quotidienne, pratiquement toutes les entreprises ont recours de temps à autre aux services de messageries et de services locaux de livraison.

Dans le contexte commercial d'aujourd'hui, notamment caractérisé par les changements rapides stimulés par les innovations technologiques, l'industrie est confrontée à la fois à des nouveaux défis et à des opportunités d'affaires. Par exemple, parmi ces changements, on peut penser à l'acceptation progressive de documents signés électroniquement, l'utilisation de méthodes d'encryptions des envois électroniques et, de façon plus générale, la progression rapide du commerce électronique interentreprises et le commerce électronique au détail au cours de la dernière décennie (voir l'encadré « L'importance du commerce électronique au détail au Canada »).

L'importance du commerce électronique au détail au Canada

Selon les données de la nouvelle Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet de Statistique Canada, les Canadiens ont commandé pour un peu plus de 7,9 milliards de dollars de biens et services sur Internet pour la consommation personnelle et celle du ménage en 2005. Cette même année, ils ont passé presque 50 millions de commandes en ligne. De même, environ 57 % (quelque 28,3 millions) de commandes électroniques de biens et services passées en 2005 l'ont été auprès d'un fournisseur canadien. Ces commandes représentaient 63 % de la valeur totale des commandes, soit juste au-dessous de 5 milliards de dollars.

Près de 7 millions de Canadiens de 18 ans et plus ont passé une commande en ligne en 2005, représentant environ 41 % de tous les adultes qui ont utilisé Internet en 2005. Environ les trois quarts de ces personnes ont déclaré avoir payé tous ou certains de leurs achats directement sur Internet au moyen d'une carte de crédit ou de débit.

Enfin, les commandes électroniques les plus courantes en 2005 étaient celles concernant des préparatifs de voyage, des livres et des revues, d'autres produits de divertissement comme les billets de concert, ainsi que des vêtements, des bijoux et des accessoires. La musique, les logiciels d'ordinateur et les vidéodisques numériques étaient également des articles populaires².

Les dépenses d'exploitation totales se sont chiffrées à plus de 6,6 milliards de dollars, en hausse également de 6 % par rapport à 2004.

1. Dans le passé, le terme « transporteur » était utilisé de façon à être synonyme à celui d'établissement. Pour des fins de clarté (et éviter toutes confusions avec les termes « entreprise » ou « compagnie »), le terme « établissement » est désormais utilisé. L'établissement représente la plus petite entité pour laquelle il existe des données sur la valeur de la production et le coût et les quantités d'intrants utilisés dans la production. Cela signifie qu'une même entreprise peut ainsi représenter plusieurs établissements, notamment si elle détient des installations dans plusieurs provinces. D'autre part, notez aussi qu'un entrepreneur indépendant constitue également un établissement s'il génère et déclare des revenus reliés à des services locaux de livraison (voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie » pour plus de détail).
2. Pour de plus amples informations sur les résultats de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet (ECUI) de 2005, voir <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/061101/q061101a.htm>

Tableau 1
Revenus et dépenses selon la province et le territoire, Canada 2005^P

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre d'établissements dans la population	213	42	478	304	3 052	7 895	896
	milliers de dollars						
Revenus							
Revenus provenant de la vente de biens et services	x	x	189 423	x	1 326 807	3 162 007	230 699
Autres revenus d'exploitation	x	x	3 258	x	31 976	107 286	5 417
Total des revenus d'exploitation	70 073	9 939	192 681	165 783	1 358 783	3 269 293	236 115
Revenus autres que d'exploitation	x	x	73	33	1 153	1 886	78
Total des revenus	x	x	192 754	165 816	1 359 936	3 271 179	236 193
Dépenses							
Salaires, traitements et bénéfices	26 009	3 500	72 446	53 906	470 546	1 089 242	76 411
Coût des fournitures et de l'énergie	8 444	816	28 507	21 396	144 169	327 370	24 384
Dépenses de location et de location-bail	4 893	489	16 878	12 362	89 432	196 408	13 029
Dépenses de réparation et d'entretien	1 929	265	4 982	4 010	39 442	77 796	6 377
Impôts fonciers et taxes professionnelles	759	53	2 601	1 896	13 029	29 540	1 802
Autres services achetés	18 773	2 382	43 930	48 084	397 731	982 840	74 715
Frais de dépréciation	1 702	297	4 436	4 437	29 429	70 233	7 015
Autres dépenses d'exploitation	2 529	916	7 289	6 074	67 595	203 868	11 931
Total des dépenses d'exploitation	65 037	8 717	181 069	152 166	1 251 374	2 977 297	215 665
Dépenses autres que d'exploitation	248	11	574	282	3 966	10 544	1 348
Total des dépenses	65 285	8 729	181 643	152 448	1 255 340	2 987 841	217 013
Marge d'exploitation	5 036	1 221	11 613	13 617	107 409	291 996	20 451
Ratio d'exploitation	0,93	0,88	0,94	0,92	0,92	0,91	0,91
	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Nombre d'établissements dans la population	720	2 456	3 546	11	11	1	19 625
	milliers de dollars						
Revenus							
Revenus provenant de la vente de biens et services	182 939	773 060	895 551	4 430	6 297	x	7 013 575
Autres revenus d'exploitation	2 696	17 347	27 668	x	x	x	199 591
Total des revenus d'exploitation	185 635	790 407	923 219	x	x	x	7 213 166
Revenus autres que d'exploitation	53	1 030	2 370	x	x	x	6 778
Total des revenus	185 689	791 437	925 589	x	x	x	7 219 945
Dépenses							
Salaires, traitements et bénéfices	63 021	243 645	289 986	x	2 128	x	2 392 453
Coût des fournitures et de l'énergie	24 580	88 544	126 624	x	675	x	796 819
Dépenses de location et de location-bail	13 599	51 143	57 707	x	780	x	456 893
Dépenses de réparation et d'entretien	5 287	20 390	24 837	x	248	x	185 819
Impôts fonciers et taxes professionnelles	2 089	6 658	7 223	x	57	x	65 755
Autres services achetés	49 970	254 299	271 151	x	1 811	x	2 146 313
Frais de dépréciation	4 997	19 618	23 673	x	220	x	166 267
Autres dépenses d'exploitation	7 708	45 358	58 316	x	88	x	411 880
Total des dépenses d'exploitation	171 251	729 653	859 519	x	6 007	x	6 622 199
Dépenses autres que d'exploitation	800	4 701	7 084	x	25	x	29 643
Total des dépenses	172 052	734 354	866 603	x	6 032	x	6 651 842
Marge d'exploitation	14 384	60 754	63 700	x	x	x	590 967
Ratio d'exploitation	0,92	0,92	0,93	x	x	x	0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

Dans l'industrie dans son ensemble, les salaires, les traitements et les avantages sociaux ont constitué le type de dépense d'opération le plus important avec 36 % du total, suivi des autres services achetés avec 32 % du total, puis des coûts des fournitures et de l'énergie avec 12 % du total.

Lorsque comparé à 2004, les charges d'exploitation ayant affiché les plus importantes hausses ont été, ex æquo les salaires et les avantages sociaux et les autres dépenses d'exploitation avec des augmentations de 10 %, suivi des dépenses de dépréciation et les dépenses de location et de location bail qui présentaient toutes deux une hausse de 7 %.

La marge d'exploitation, qui représente l'écart entre les revenus et les dépenses, est une bonne indication de la santé économique d'une industrie. Elle s'est établie à 591 millions de dollars, en hausse de 10 % avec 2004. De même, le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) est resté inchangé

par rapport à 2004 à 0,92. C'est donc dire que dans l'ensemble, les établissements de l'industrie ont réalisé 8 cents de profit pour chaque dollar dépensé.

En terme géographique, étant une industrie de service, l'industrie des messageries et des services locaux de livraison reflète assez bien l'activité commerciale au Canada. L'Ontario représentait ainsi 45 % des recettes d'opérations totales, suivie par le Québec avec 19 % des recettes totales et la Colombie-Britannique avec 13 % des recettes totales. Ensemble, les quatre premières provinces (Ontario, Québec, Colombie-Britannique et Alberta) étaient responsables de 88 % des recettes totales.

Informations additionnelles provenant d'autres sources de Statistique Canada

L'industrie des messageries et des services locaux de livraison a contribué pour 2,5 milliards de dollars (dollars enchaînés de 1997) à l'économie canadienne en 2005 en ce qui a trait au produit intérieur brut³.

Selon l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH), l'industrie dans son ensemble employait plus de 43 000 salariés. Le segment des messageries représentait 87 % de ce total, employant environ 37 600 personnes alors que le segment des services locaux de livraison en représentait 13 % avec environ 5 400 personnes⁴. Notez que ces chiffres excluent les travailleurs autonomes (contractuels indépendants), pouvant représenter un nombre non négligeable, notamment au sein du segment des services locaux de livraison.

Selon l'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers (IPSMSM), les prix au Canada ont connu une hausse moyenne de 7,3 % entre 2004 et 2005 lorsque l'on tient compte de l'industrie dans sa totalité. Plus précisément, les prix ont connu une hausse de 7,5 % dans le segment des messageries, et une hausse de 6,8 % dans le segment des services locaux de messagers (services locaux de livraison)⁵. À titre d'information, notez que ces hausses sont plus du double de celles enregistrées au cours de la période 2003-2004 (3,0 %).

Une industrie, deux segments

Selon le Système de Classification des Industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le secteur se subdivise en deux segments distincts, mais complémentaires : les messageries et les services locaux de livraison^{6,7}.

Les messageries offrent des services de livraison nationaux et internationaux utilisant le transport terrestre, aérien ou mixte. Dans le cadre de leurs activités, les entreprises de messageries utilisent habituellement un réseau établi de terminaux pouvant s'étendre au-delà des frontières canadiennes.

En 2005, on retrouvait environ 1 408 établissements de messageries au Canada, générant des recettes d'exploitation de près de 5,8 milliards de dollars, une augmentation de 10 % avec 2004 (voir Tableau 2). Bien que le segment ne représentait que 7 % de tous les établissements de l'industrie, il a accaparé 80 % du total des recettes d'opérations. De même, les établissements de messagerie ont affiché une marge d'exploitation moyenne d'environ 288 000 dollars par établissement, une hausse de 10 % par rapport à 2004. Le ratio d'exploitation du segment est resté inchangé à 0,93.

Les services locaux de livraison offrent des services de messagers et de livraison à l'intérieur d'une région géographique plus restreinte, comme une ville ou une région métropolitaine. De même, est aussi inclus dans ce segment l'ensemble des entrepreneurs indépendants (ou propriétaires exploitants) oeuvrant à titre de sous contractants pour des entreprises de messageries.

3. Base de données CANSIM, Statistique Canada, Tableau 379-0017. Le produit intérieur brut par industrie fournit des données pour les analyses économiques courantes, dans une perspective industrielle.

4. Base de données CANSIM, Statistique Canada, Tableau 281-0024, (estimations non désaisonnalisées). L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures constitue la seule source de données détaillées quant au nombre total d'employés rémunérés, la rémunération brute, et les heures travaillées à des niveaux précis tant pour l'industrie qu'à l'échelle provinciale et territoriale.

5. Base de données CANSIM, Statistique Canada, Tableau 329-0053 (moyenne annuelle calculée). L'Indice des prix des services de messageries et de services locaux de messagers (IPSMSM) est un indice mensuel des prix qui mesure l'évolution dans le temps des prix des services de messageries et de services de messagers fournis par des entreprises de livraison sur de longues et de courtes distances à des clients d'affaires établis au Canada.

6. Dans le cadre de l'enquête, la catégorisation des segments est réalisée à partir d'une auto-identification des établissements. Or, en raison de son appellation plus « générique » ou plus communément utilisée, le nombre d'établissements se trouvant dans le segment des messageries peut se trouver surestimé au détriment de celui des services locaux de livraison (voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie » pour une définition complète).

7. Notez qu'à partir de l'année 2004 (données révisées), seuls les établissements appartenant à des entreprises constituées en société sont classifiés sous le segment des messageries. L'ensemble des établissements de type « entreprise non constituée en société » (propriétaire exploitant) sont ainsi classifiés sous le segment des services locaux de livraison.

Tableau 2
Revenus et dépenses par types de service, Canada 2005^a

	Activité		Total
	Messageries	Services locaux de livraison	
Nombre d'établissements dans la population	1 408	18 217	19 625
	milliers de dollars		
Revenus			
Revenus provenant de la vente de biens et services	5 586 825	1 426 750	7 013 575
Autres revenus d'exploitation	179 164	20 427	199 591
Total des revenus d'exploitation	5 765 989	1 447 177	7 213 166
Revenus autres que d'exploitation	5 300	1 479	6 778
Total des revenus	5 771 289	1 448 656	7 219 945
Dépenses			
Salaires, traitements et bénéfices	2 151 610	240 843	2 392 453
Coût des fournitures et de l'énergie	546 901	249 919	796 819
Dépenses de location et de location-bail	391 702	65 190	456 893
Dépenses de réparation et d'entretien	129 089	56 731	185 819
Impôts fonciers et taxes professionnelles	56 090	9 665	65 755
Autres services achetés	1 636 700	509 613	2 146 313
Frais de dépréciation	113 095	53 172	166 267
Autres dépenses d'exploitation	334 674	77 206	411 880
Total des dépenses d'exploitation	5 359 861	1 262 338	6 622 199
Dépenses autres que d'exploitation	13 466	16 177	29 643
Total des dépenses	5 373 327	1 278 515	6 651 842
Marge d'exploitation	406 128	184 839	590 967
Ratio d'exploitation	0,93	0,87	0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

En 2005, il y avait 18 217 établissements spécialisés dans les services locaux de livraison au Canada, générant des recettes d'exploitation de 1,4 milliard de dollars, une diminution de 5 % avec 2004. Le segment représentait 93 % du nombre total des établissements, mais seulement 20 % des recettes d'opérations de l'industrie. Il a généré une marge d'exploitation moyenne d'environ 10 000 dollars, une hausse de 5 % par rapport à 2004. Notez que la modeste marge d'exploitation moyenne du segment est largement attribuable au fait qu'il regroupe une majorité de travailleurs autonomes⁸. Enfin, son ratio d'exploitation s'est légèrement amélioré par rapport à l'année précédente, passant de 0,88 à 0,87.

Lorsqu'on observe la répartition des dépenses par segment, on constate que les salaires, les traitements et les avantages sociaux ont constitué le plus important type de dépense chez les messageries (40 %), suivi par les autres services achetés (31 %). Cela différerait grandement des services locaux de livraison, où les autres services achetés ont été le plus important type de dépense (40 %), suivi des coûts des fournitures et de l'énergie (20 %). Cette situation illustre que les messageries utilisent davantage des employés salariés, tandis que les services locaux de livraison utilisent davantage des travailleurs autonomes contractuels. Par ailleurs, les dépenses en énergie (item incluant les dépenses en carburant) représentent une part plus importante chez les établissements du segment des services locaux de livraison étant donné qu'on y retrouve une forte présence de travailleurs autonomes qui ne se paient pas de salaire.

8. Prenez note que, outre le fait que le travail de messagers constitue l'activité rémunérée principale des travailleurs autonomes inclus dans la population de l'enquête, la durée de l'activité (ex. : 6 mois vs toute l'année) ou encore son intensité (temps plein ou temps partiel) n'est pas ici prise en compte. Cette limitation est attribuable à l'utilisation de données fiscales.

Des différences selon la taille de l'entreprise

En raison de la présence de quelques entreprises très importantes, on constate que l'industrie est relativement concentrée, notamment en ce qui a trait au segment des messageries⁹. Pour s'en convaincre, les établissements ont été classés selon la taille des entreprises dont ils appartiennent¹⁰.

Les grandes entreprises sont celles ayant des recettes annuelles de 25 millions de dollars ou plus. Elles regroupaient un total de 314 établissements générant des revenus d'exploitation de 5,1 milliards de dollars. Bien qu'elles ne représentaient que 2 % du nombre total d'établissements, les grandes entreprises étaient responsables de 71 % des recettes d'exploitation totales. En moyenne, ce groupe présentait une marge d'exploitation de 1,3 million de dollars par établissement (voir Tableau 3).

Tableau 3
Revenus et dépenses par taille de l'entreprise, Canada 2005^p

	Taille des entreprises			Total
	Grandes 25 millions de dollars et plus	Moyennes 1 million à moins de 25 millions de dollars	Petites moins de 1 million de dollars	
Nombre d'établissements dans la population	314	207	19 104	19 625
	milliers de dollars			
Revenus				
Revenus provenant de la vente de biens et services	4 974 333	777 177	1 262 066	7 013 575
Autres revenus d'exploitation	172 123	9 465	18 002	199 591
Total des revenus d'exploitation	5 146 456	786 642	1 280 068	7 213 166
Revenus autres que d'exploitation	1 153	951	4 674	6 778
Total des revenus	5 147 609	787 594	1 284 742	7 219 945
Dépenses				
Salaires, traitements et bénéfices	1 966 131	184 495	241 827	2 392 453
Coût des fournitures et de l'énergie	471 388	69 609	255 823	796 819
Dépenses de location et de location-bail	369 143	28 711	59 039	456 893
Dépenses de réparation et d'entretien	103 925	19 076	62 818	185 819
Impôts fonciers et taxes professionnelles	53 429	3 846	8 480	65 755
Autres services achetés	1 398 422	403 432	344 460	2 146 313
Frais de dépréciation	97 191	15 702	53 374	166 267
Autres dépenses d'exploitation	282 432	47 057	82 391	411 880
Total des dépenses d'exploitation	4 742 060	771 927	1 108 212	6 622 199
Dépenses autres que d'exploitation	7 978	3 491	18 174	29 643
Total des dépenses	4 750 038	775 418	1 126 386	6 651 842
Marge d'exploitation	404 396	14 715	171 856	590 967
Ratio d'exploitation	0,92	0,98	0,87	0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

Les moyennes entreprises sont celles ayant des recettes annuelles de 1 million à moins de 25 millions de dollars. Elles comptaient 207 établissements, affichant 787 millions de dollars en revenus d'exploitation. Représentant 1 % du nombre d'établissements totaux, ce groupe accaparait 11 % des recettes d'exploitation totales. En moyenne, il présentait une marge d'exploitation de 71 000 dollars par établissement.

Enfin, **les petites entreprises** sont celles ayant des recettes annuelles de moins d'un million de dollars. Elles comptaient pour leur part 19 104 établissements et affichaient un revenu d'exploitation de 1,3 milliard de dollars. Malgré qu'elles représentaient 97 % du nombre total d'établissements, les petites entreprises étaient responsables

9. Parmi les facteurs favorisant la concentration du secteur, on peut retrouver la présence de barrières à l'entrée, telles les économies d'échelle et de gamme (tant au niveau financier, de l'expertise ou de l'innovation), l'importance des investissements nécessaires (ex. : utilisation d'avions-cargos, gestion d'entrepôts, etc.), et la nécessité d'opérer efficacement sous la pression du temps un vaste réseau de point de transbordement.

10. Il est important de rappeler que l'entité à l'étude dans la présente enquête est « l'établissement » et que toute information portant sur l'entité « entreprise » est présentée à titre indicatif seulement. En raison qu'elles soient dérivées à partir de sources secondaires, le niveau de complexité qui y est associé (une même entreprise peut posséder plusieurs établissements ayant des activités dans plus d'une industrie) et le fait qu'elles ne fassent pas l'objet d'une analyse de qualité spécifique, les données reliées à l'entreprise doivent ainsi être utilisées avec précaution.

de seulement 18 % des recettes d'exploitation totales. En moyenne, ce groupe, composé majoritairement de contracteurs indépendants, présentait une marge d'exploitation de 9 000 dollars par établissement.

Types de services et volume d'affaires

Les entreprises de l'industrie font à la fois face à la concurrence des services postaux réguliers et des transporteurs routiers et aériens qui font aussi de petites livraisons (charge partielle ou « LTL »). Toutefois, leurs services de livraison porte-à-porte se distinguent par la présence d'une large variété de services accélérés et non accélérés associés à plusieurs caractéristiques, telles que la présence de signature, de date de livraison garantie, de nombreuses composantes de sécurité et du suivi électronique des envois.

Dans l'ensemble de l'industrie, les établissements provenant des entreprises de grande et de moyenne taille (celles ayant des recettes de 1 million de dollars ou plus) ont livré près de 654 millions de colis, générant un peu plus de 5,5 milliards de dollars en recettes de livraison en 2005 (voir Tableau 4).

Globalement, les services offerts, qui s'articulent autour de la période de temps utilisés pour effectuer la livraison, sont ici regroupés dans deux catégories :

1) Les services accélérés (ou express) regroupent les services le jour même et les services le lendemain ou de nuit.

- Les services le jour même représentent la principale activité des entreprises spécialisées dans les services locaux de livraison. De fait, ce segment a accaparé 96 % des recettes totales de livraison et 98 % du nombre total de colis livrés (voir Graphique 1). Généralement, ce type de service, limité à une région métropolitaine donnée, est effectué à l'aide de vélo ou de véhicules routiers légers et est assorti d'une date de livraison garantie.
- Les services le lendemain ou de nuit sont principalement offerts par les messageries. De fait, ce segment accaparait 97 % des recettes totales de livraisons et du nombre total de colis livrés. Généralement, ce type de service est effectué par transport routier et aérien (en vol affrété).

2) Les services non accélérés sont composés des autres services - deux jours ou plus.

- Autres services - deux jours ou plus sont presque une exclusivité des messageries, ce segment représentant 98 % des recettes totales de livraison et du nombre total de colis livrés. Généralement, ce type de service est effectué par transport routier, aérien (en vol régulier) ou, dans une faible mesure, maritime.

Dans l'industrie dans son ensemble, chaque article a produit en moyenne 8,48 \$ en recettes de livraison. Les services de livraison le lendemain ou de nuit ont produit la plus forte moyenne de recettes par article (10,40 \$), tandis que les autres services - deux jours ou plus ont produit la plus faible moyenne de recettes d'exploitation par article (6,72 \$).

Le prix moyen par article plus élevé observé dans la catégorie des services accélérés résulte simplement du fait que ce type de services est, sur le marché, plus dispendieux. Toutefois, il est important de noter que d'autres facteurs contribuent aussi au prix moyen par article, tels que le type d'article envoyé (ex. : lettre, colis, etc.) et le poids de l'envoi. Par exemple, on pourrait penser qu'il est plus commun de retrouver des colis lourds au sein des services non expéditifs et des lettres et des petits colis parmi les services expéditifs.

Tableau 4

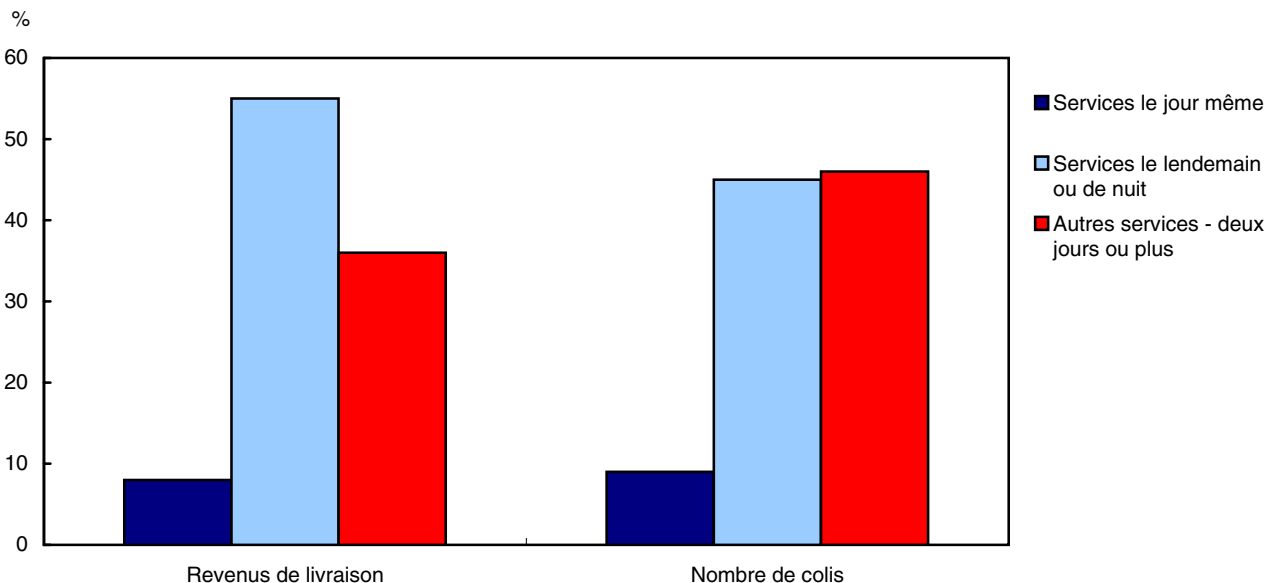
Revenus, nombre de colis et revenu moyen par colis selon le type de services, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2005^p

	Activité				Total	
	Messageries		Services locaux de livraison		Tous les transporteurs	
Nombre d'établissements dans la population	339	...	182	...	521	...
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Revenus de livraison						
Services le jour même	18 059	0	442 921	80	460 980	8
Services le lendemain ou de nuit	2 982 597	60	77 326	14	3 059 923	55
Autres services - deux jours ou plus	1 984 593	40	35 829	6	2 020 422	36
Tous les services de livraison	4 985 249	100	556 076	100	5 541 325	100
	milliers		milliers		milliers	
Nombre de colis						
Services le jour même	1 452	0	57 419	78	58 871	9
Services le lendemain ou de nuit	284 390	49	9 821	13	294 211	45
Autres services - deux jours ou plus	294 349	51	6 348	9	300 697	46
Tous les services de livraison	580 191	100	73 588	100	653 779	100
	dollars		dollars		dollars	
Revenu moyen par colis						
Services le jour même	12,43	...	7,71	...	7,83	...
Services le lendemain ou de nuit	10,49	...	7,87	...	10,40	...
Autres services - deux jours ou plus	6,74	...	5,64	...	6,72	...
Tous les services de livraison	8,59	...	7,56	...	8,48	...

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Graphique 1

Les services de livraison du lendemain ou de nuit accaparaient la part la plus importante des revenus de livraison en 2005



Source(s) : Enquête de l'industrie des messageries et des services locaux de livraison, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2005, (données provisoires)

Origine et destination des livraisons

L'Ontario est demeurée la région générant le plus d'activité de l'industrie, ayant été à l'origine de 47 % des recettes de livraison au pays (voir Tableau 5). Le Québec suivait ensuite avec 17 % suivi des Prairies avec 15 %. Bien qu'il n'existait pas de grande différence à ce niveau selon les segments, il est néanmoins intéressant d'observer que la Colombie-Britannique et les Prairies affichaient une part relative bien supérieure dans le segment des services locaux de livraison.

Par ailleurs, les livraisons à destination du Canada ont représenté 80 % des recettes des livraisons totales, alors que celles à destination des États-Unis ont représenté environ 16 % des recettes totales, suivies de tous les autres pays avec 4 % des recettes totales. Les recettes provenant des livraisons à l'international ont presque été générées entièrement par les établissements du segment des messageries.

Tableau 5
Origine et destination des livraisons, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2005^p

	Messageries		Services locaux de livraison		Total	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Nombre d'établissements dans la population	339	...	182	...	521	...
Origine des livraisons						
Maritimes	289 337	6	18 770	3	308 106	6
Québec	862 737	17	82 385	15	945 121	17
Ontario	2 378 401	48	208 665	38	2 587 066	47
Prairies	663 001	13	141 506	25	804 507	15
Colombie Britannique	558 833	11	103 605	19	662 438	12
Territoires	22 193	0	0	0	22 193	0
Origine à l'extérieur du Canada	210 748	4	1 145	0	211 893	4
Total des revenus de livraison	4 985 249	100	556 076	100	5 541 325	100
Destination des livraisons						
Canada	3 860 648	77	553 526	100	4 414 175	80
États-Unis	896 553	18	2 194	0	898 747	16
Tous les autres pays	228 048	5	356	0	228 404	4
Total des revenus de livraison	4 985 249	100	556 076	100	5 541 325	100

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Flotte et équipement en service

Puisque le temps est réellement de l'argent au sein de l'industrie, les entreprises de messageries et de services locaux de livraison doivent se fier sur des véhicules et du matériel fiables et performants pour assurer leur service de livraison.

Dans l'industrie dans son ensemble, les établissements provenant des entreprises de grande et de moyenne taille (celles ayant des recettes de 1 million de dollars ou plus) possédaient près de 28 000 véhicules et diverses pièces d'équipement (voir Tableau 6).

Les messageries reposent en grande partie sur des flottes de véhicules et du matériel relativement dispendieux, passant du simple camion à l'avion-cargo. Les véhicules les plus populaires chez ce segment étaient les fourgonnettes et les grands fourgons (63 %), suivi des remorques (15 %) et des autres équipements (9 %). En tout, le segment comptait 20 016 items d'équipements.

Les livraisons des services locaux de livraison sont le plus souvent réalisées par des véhicules légers. Ainsi, les types d'équipements les plus populaires dans ce segment étaient les automobiles (40 %) suivies des fourgonnettes et des grands fourgons (34 %) et des camions cinq tonnes. En tout, le segment comptait environ 7 831 items d'équipements.

Tableau 6
Flotte et équipement en service et emploi, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2005^P

	Messageries		Services locaux de livraison		Total	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Nombre d'établissements dans la population	339	...	182	...	521	...
Flotte et équipement en service						
Bicyclettes	0	0	423	5	423	2
Automobiles	717	4	3 156	40	3 873	14
Grands fourgons et fourgonnettes	12 693	63	2 645	34	15 338	55
Tracteurs routiers	1 076	5	162	2	1 238	4
Remorques	3 088	15	312	4	3 400	12
Camions 5 tonnes	380	2	858	11	1 238	4
Équipements d'entrepôt	313	2	98	1	411	1
Autres équipements	1 751	9	178	2	1 929	7
Nombre total de véhicules et équipements	20 016	100	7 831	100	27 847	100
Emploi						
Nombre d'employés	44 103	87	6 551	43	50 654	77
Nombre d'opérateurs indépendants	6 421	13	8 739	57	15 160	23
Emploi Total	50 524	100	15 290	100	65 814	100

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Emploi

Les établissements associés à des entreprises de grande et de moyenne taille ont employé un peu plus de 50 600 salariés (voir Tableau 6) en 2005. De ce nombre, 87 % de ces personnes oeuvraient au sein du segment des messageries alors que 13 % opéraient plutôt au sein du segment des services locaux de livraison.

D'autre part, ces établissements ont rapporté avoir utilisé les services d'environ 15 200 opérateurs indépendants. La majorité de ceux-ci (58 %) opéraient au sein du segment des services locaux de livraison, contre ainsi 42 % pour le segment des messageries.

Résultats révisés de l'enquête de l'année de référence 2004

Tableau 7
Revenus et dépenses selon la province et le territoire, Canada 2004^r

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre d'établissements dans la population	220	39	436	271	3 111	8 247	921
	milliers de dollars						
Revenus							
Revenus provenant de la vente de biens et services	x	x	155 915	153 065	1 227 607	3 064 697	217 021
Autres revenus d'exploitation	x	x	3 812	2 538	33 150	106 975	4 837
Total des revenus d'exploitation	61 225	7 299	159 727	155 603	1 260 757	3 171 671	221 858
Revenus autres que d'exploitation	x	x	46	49	1 404	1 702	66
Total des revenus	x	x	159 772	155 653	1 262 175	3 173 237	221 925
Dépenses							
Salaires, traitements et bénéfiques	22 542	2 483	58 174	49 765	424 642	1 009 185	69 352
Coût des fournitures et de l'énergie	7 033	647	21 541	19 831	153 528	342 557	23 430
Dépenses de location et de location-bail	4 192	373	13 182	11 435	81 420	192 726	12 157
Dépenses de réparation et d'entretien	2 413	167	4 833	4 109	42 507	82 157	7 074
Impôts fonciers et taxes professionnelles	651	50	2 036	1 735	14 240	30 133	1 802
Autres services achetés	16 314	1 922	38 645	48 011	366 100	1 013 469	72 457
Frais de dépréciation	1 497	182	3 796	4 057	28 279	66 948	6 641
Autres dépenses d'exploitation	1 869	677	7 464	5 343	66 246	185 628	11 713
Total des dépenses d'exploitation	56 511	6 502	149 671	144 285	1 176 962	2 922 805	204 627
Dépenses autres que d'exploitation	409	x	1 088	922	5 924	16 673	1 073
Total des dépenses	56 920	x	150 759	145 208	1 182 886	2 939 479	205 700
Marge d'exploitation	4 714	797	10 057	11 318	83 795	248 866	17 231
Ratio d'exploitation	0,92	0,89	0,94	0,93	0,93	0,92	0,92
	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Nombre d'établissements dans la population	689	2 495	3 620	12	13	2	20 076
	milliers de dollars						
Revenus							
Revenus provenant de la vente de biens et services	145 730	674 986	866 631	x	6 931	x	6 584 048
Autres revenus d'exploitation	2 234	17 751	26 030	x	x	x	198 580
Total des revenus d'exploitation	147 964	692 736	892 661	x	x	x	6 782 628
Revenus autres que d'exploitation	131	643	4 662	x	x	x	8 770
Total des revenus	148 095	693 379	897 323	x	x	x	6 791 275
Dépenses							
Salaires, traitements et bénéfiques	49 388	211 120	268 752	x	2 102	x	2 169 130
Coût des fournitures et de l'énergie	19 463	80 836	110 864	x	625	x	781 010
Dépenses de location et de location-bail	10 053	47 834	54 679	x	198	x	428 423
Dépenses de réparation et d'entretien	4 700	21 111	24 317	x	307	x	194 236
Impôts fonciers et taxes professionnelles	1 582	6 499	7 332	x	x	x	66 135
Autres services achetés	38 979	210 789	266 505	x	x	x	2 076 969
Frais de dépréciation	4 236	17 397	21 500	x	166	x	155 003
Autres dépenses d'exploitation	6 270	37 708	50 806	x	77	x	373 949
Total des dépenses d'exploitation	134 670	633 294	804 756	x	6 754	x	6 244 856
Dépenses autres que d'exploitation	960	6 181	5 907	x	29	x	39 443
Total des dépenses	135 630	639 474	810 663	x	6 782	x	6 284 299
Marge d'exploitation	13 294	59 442	87 905	x	x	x	537 772
Ratio d'exploitation	0,91	0,91	0,90	x	x	x	0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

Tableau 8
Revenus et dépenses par types de service, Canada 2004^r

	Activité			Total
	Messageries	Services locaux de livraison		
Nombre d'établissements dans la population	1 355	18 721		20 076
	milliers de dollars			
Revenus				
Revenus provenant de la vente de biens et services	5 080 413	1 503 635		6 584 048
Autres revenus d'exploitation	182 911	15 669		198 580
Total des revenus d'exploitation	5 263 324	1 519 304		6 782 628
Revenus autres que d'exploitation	4 982	3 788		8 770
Total des revenus	5 268 313	1 522 962		6 791 275
Dépenses				
Salaires, traitements et bénéfices	1 938 724	230 406		2 169 130
Coût des fournitures et de l'énergie	529 729	251 281		781 010
Dépenses de location et de location-bail	359 779	68 644		428 423
Dépenses de réparation et d'entretien	129 211	65 025		194 236
Impôts fonciers et taxes professionnelles	52 583	13 552		66 135
Autres services achetés	1 515 860	561 109		2 076 969
Frais de dépréciation	102 009	52 994		155 003
Autres dépenses d'exploitation	278 574	95 375		373 949
Total des dépenses d'exploitation	4 906 470	1 338 386		6 244 856
Dépenses autres que d'exploitation	25 766	13 677		39 443
Total des dépenses	4 932 236	1 352 064		6 284 299
Marge d'exploitation	356 854	180 917		537 772
Ratio d'exploitation	0,93	0,88		0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

Tableau 9
Revenus et dépenses par taille de l'entreprise, Canada 2004^r

	Taille des entreprises			Total
	Grandes 25 millions de dollars et plus	Moyennes 1 million à moins de 25 millions de dollars	Petites moins de 1 million de dollars	
Nombre d'établissements dans la population	287	227	19 562	20 076
	milliers de dollars			
Revenus				
Revenus provenant de la vente de biens et services	4 677 923	658 414	1 247 712	6 584 048
Autres revenus d'exploitation	170 315	11 927	16 338	198 580
Total des revenus d'exploitation	4 848 237	670 341	1 264 050	6 782 628
Revenus autres que d'exploitation	1 184	373	7 213	8 770
Total des revenus	4 849 421	670 714	1 271 140	6 791 275
Dépenses				
Salaires, traitements et bénéfices	1 819 202	151 045	198 883	2 169 130
Coût des fournitures et de l'énergie	480 842	72 915	227 253	781 010
Dépenses de location et de location-bail	337 373	28 562	62 489	428 423
Dépenses de réparation et d'entretien	98 328	19 325	76 583	194 236
Impôts fonciers et taxes professionnelles	51 029	4 364	10 742	66 135
Autres services achetés	1 368 031	342 768	366 170	2 076 969
Frais de dépréciation	90 829	11 861	52 313	155 003
Autres dépenses d'exploitation	256 116	26 321	91 512	373 949
Total des dépenses d'exploitation	4 501 749	657 161	1 085 946	6 244 856
Dépenses autres que d'exploitation	19 957	4 716	14 769	39 443
Total des dépenses	4 521 707	661 878	1 100 715	6 284 299
Marge d'exploitation	346 488	13 180	178 104	537 772
Ratio d'exploitation	0,93	0,98	0,86	0,92

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Aussi disponible sur CANSIM dans les tableaux 402-0001, 402-0002 et 402-0003.

Tableau 10

Revenus, nombre de colis et revenu moyen par colis selon le type de services, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2004^r

	Activité				Total	
	Messageries		Services locaux de livraison		tous les transporteurs	
Nombre d'établissements dans la population	343	...	171	...	514	...
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Revenus de livraison						
Services le jour même	13 136	0	434 707	86	447 842	9
Services le lendemain ou de nuit	2 801 954	60	42 464	8	2 844 418	55
Autres services - deux jours ou plus	1 842 832	40	25 907	5	1 868 740	36
Tous les services de livraison	4 657 922	100	503 078	100	5 161 000	100
	milliers		milliers		milliers	
Nombre de colis						
Services le jour même	1 110	0	54 771	85	55 881	9
Services le lendemain ou de nuit	271 035	50	5 206	8	276 241	46
Autres services - deux jours ou plus	269 364	50	4 618	7	273 982	45
Tous les services de livraison	541 509	100	64 595	100	606 104	100
	dollars		dollars		dollars	
Revenu moyen par colis						
Services le jour même	11,83	...	7,94	...	8,01	...
Services le lendemain ou de nuit	10,34	...	8,16	...	10,30	...
Autres services - deux jours ou plus	6,84	...	5,61	...	6,82	...
Tous les services de livraison	8,60	...	7,79	...	8,52	...

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Tableau 11

Origine et destination des livraisons, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2004^r

	Messageries		Services locaux de livraison		Total	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Nombre d'établissements dans la population	343		171		514	
Origine des livraisons						
Maritimes	245 511	5	16 690	3	262 201	5
Québec	846 236	18	82 643	16	928 879	18
Ontario	2 255 456	48	208 483	41	2 463 939	48
Prairies	600 102	13	116 455	23	716 557	14
Colombie Britannique	540 023	12	76 592	15	616 614	12
Territoires	x	x	x	x	x	x
Origine à l'extérieur du Canada	x	x	x	x	x	x
Total des revenus de livraison	4 657 922	100	503 078	100	5 161 000	100
Destination des livraisons						
Canada	3 648 016	78	499 429	99	4 147 445	80
États-Unis	811 560	17	3 137	1	814 697	16
Tous les autres pays	198 346	4	512	0	198 858	4
Total des revenus de livraison	4 657 922	100	503 078	100	5 161 000	100

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Tableau 12
Flotte et équipement en service et emploi, entreprises de 1 million de dollars et plus, Canada, 2004^r

	Messageries		Services locaux de livraison		Total	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Nombre d'établissements dans la population	343	...	171	...	514	...
Flotte et équipement en service						
Bicyclettes	0	0	348	5	348	1
Automobiles	824	4	2 875	44	3 699	14
Grands fourgons et fourgonnettes	12 477	62	1 991	30	14 468	54
Tracteurs routiers	1 123	6	121	2	1 244	5
Remorques	3 411	17	196	3	3 607	13
Camions 5 tonnes	454	2	810	12	1 264	5
Équipements d'entrepôt	281	1	70	1	351	1
Autres équipements	1 661	8	122	2	1 783	7
Nombre total de véhicules et équipements	20 232	100	6 534	100	26 766	100
Emploi						
Nombre d'employés	44 751	89	6 329	42	51 080	78
Nombre d'opérateurs indépendants	5 527	11	8 626	58	14 153	22
Emploi Total	50 278	100	14 955	100	65 233	100

Note(s) : Les données peuvent ne pas additionner en raison de l'arrondissement.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Introduction

Les résultats de l'Enquête de 2005 sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison représentent les estimations sur la base de l'année fiscale pour les statistiques financières et d'exploitation de l'industrie.

Classifiée sous le code 492 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de messagerie ou des services de messagers et de livraison de petits colis à l'intérieur d'une zone urbaine donnée. Le type et la taille des colis transportés, les délais de livraison et les services de classe supérieure, comme la livraison garantie et le service de repérage, constituent les caractéristiques principales de leurs activités.

Les résultats de cette enquête fournissent des informations sur les principales catégories de revenus et de dépenses de même que sur le volume d'affaires, l'origine et la destination des livraisons et le nombre de véhicules en service.

Ces résultats sont utilisés pour produire des estimations de la production économique au niveau national et provincial/territorial. Ils sont également utilisés par les entreprises du secteur privé pour mesurer la performance de l'industrie et pour développer de nouveaux marchés.

L'enquête est administrée sous le Programme des Enquêtes unifiées auprès des entreprises (EUE). Le programme EUE consiste à intégrer, graduellement dans le temps, les quelques 200 enquêtes auprès des entreprises dans un cadre unique permettant de rehausser la qualité des enquêtes sur le plan de la couverture, des comptes, de la cohésion et de la cohérence des données. L'EUE utilise des questionnaires semblables en ce qui a trait à la présentation, à la structure et au contenu pour recueillir au niveau provincial des données plus détaillées qu'au par avant sur les finances et sur les marchandises des entreprises tout en évitant les redondances entre différents questionnaires. Le regroupement des résultats permet d'obtenir des statistiques plus cohérentes et plus précises sur l'économie. L'approche unifiée rend la déclaration plus facile pour les entreprises ayant des activités dans différents secteurs, puisqu'elles fournissent des renseignements similaires pour chacune de leurs succursales. Cette approche leur évite d'avoir à répondre, pour chaque secteur, à des questionnaires qui diffèrent en termes de format, de formulation des questions et même de concepts. Chaque année, Statistique Canada accroît le nombre d'enquêtes existantes qui sont intégrées au programme EUE.

Source de données

Il s'agit d'une enquête à participation obligatoire. Les données sont obtenues directement auprès des répondants à partir d'un questionnaire et sont tirées de fichiers administratifs.

En plus d'avoir recours à l'envoi de questionnaires par la poste, on a aussi procédé à des interviews téléphoniques assistées par ordinateur (ITAO) pour la collecte, la saisie, la vérification et le suivi des données.

Élaboration de l'instrument

La conception du questionnaire a été réalisée pour la première fois lors de l'enquête de 1997 et revue en profondeur lors de l'enquête de 1999. Les principaux utilisateurs et les principaux répondants furent consultés. Depuis lors, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, des changements mineurs sont apportés au besoin.

Le questionnaire satisfait aux exigences statistiques des comptes nationaux en information financière et aux exigences statistiques des ministères des transports, des entreprises et associations en information financière et d'exploitation.

Concepts et définitions

Concepts

La collecte, l'agrégation et l'analyse de données ayant un lien direct avec l'infinie variété de structures d'entreprise qui existent est une tâche impossible. C'est pourquoi Statistique Canada a mis au point un modèle statistique, dans lequel chaque entreprise, qu'il s'agisse d'un conglomérat multinational ou d'une épicerie du coin, peut être représentée de façon uniforme.

L'entité statistique utilisée dans le cadre des Enquêtes unifiées auprès des entreprises (EUE) est l'établissement, qui représente le plus petit groupe d'entités de production qui produit un ensemble de biens et/ou de services homogènes; dont les activités ne débordent pas les frontières provinciales. L'un des principaux avantages reliés à l'utilisation de l'entité établissement est qu'il permet de recueillir des données relativement détaillées au niveau provincial.

L'établissement est le niveau où les données comptables nécessaires pour mesurer la production sont disponibles (intrants principaux, recettes, salaires et rémunération). En tant qu'unité statistique, l'établissement est l'unité de production la plus homogène pour laquelle la firme tient des documents comptables desquels peuvent être tirées des données sur la valeur brute de la production (ventes totales ou expéditions, et stocks), le coût des matières premières et des services ainsi que la main-d'oeuvre et le capital utilisés dans la production.

L'entreprise est liée à un ensemble complet d'états financiers. L'entreprise est une unité statistique qui correspond à l'unité organisationnelle d'une firme qui dirige et contrôle l'affectation de ressources intéressant ses activités nationales et pour laquelle on établit des états financiers et des bilans consolidés à partir desquels il est possible de tirer des renseignements sur les transactions internationales, la situation des investissements internationaux et la situation financière générale de l'entité. L'entreprise correspond à l'unité institutionnelle du Système de comptabilité nationale.

Population visée

La population visée comprend tous les établissements classifiés dans le groupe 492 du SCIAN. Ce groupe se subdivise deux groupes:

- **4921 - Messageries** : Ce groupe comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de messageries par transport aérien, terrestre ou mixte. Sont compris dans cette classe les établissements de messageries relevant des bureaux de poste.

- **4922 - Services locaux de messagers et de livraison** : Ce groupe comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de messagers et de livraison de petits colis à l'intérieur d'une zone urbaine donnée. Sont compris dans cette classe les établissements qui effectuent la livraison de lettres et de documents, comme les documents juridiques, souvent à vélo ou à pied, et la livraison, contre rémunération, de petits colis comme les mets à emporter, les boissons alcoolisées et les produits d'épicerie, généralement par petit camion ou par fourgonnette.

Définitions

Variables financières

Revenu :

- Revenus provenant de la vente de biens et services, c'est-à-dire la vente de services de livraison ainsi que d'autres biens et services, comme les services de fret et de courtage en douane.
- Autres revenus d'exploitation, y compris notamment les droits de franchisage et les revenus locatifs.
- Total des revenus d'exploitations, c'est-à-dire la somme de tous les revenus d'exploitation.
- Revenus autres que d'exploitation, y compris les revenus d'intérêts et de dividendes.
- Revenu total, c'est-à-dire la somme des revenus d'exploitation et des autres revenus.

Dépenses :

- Salaires, traitements et avantages sociaux, c'est-à-dire, en premier lieu, les salaires et traitements versés, y compris notamment la paie de vacances et les commissions, pour tous les employés qui reçoivent un formulaire T4 supplémentaire. Cette catégorie englobe en outre la partie patronale des avantages sociaux des employés, y compris les cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi.
- Coût de l'énergie et des fournitures, comprend à la fois 1) les frais liés à l'achat de carburant pour véhicules et avions (p. ex : essence, carburant diesel, propane, gaz naturel, carburant pour avion à réaction, etc.), 2) les autres coûts en énergie tel que le coût de l'électricité, du gaz naturel et d'autres formes d'énergie et 3) les dépenses de fournitures, y compris le coût des fournitures de bureau et autres fournitures et matériel utilisé pour l'exploitation de l'entreprise.
- Dépenses de location et location-bail, c'est-à-dire les frais de location des locaux, de véhicules automobiles, d'ordinateurs et d'autres machinerie et outillage.
- Dépenses d'entretien et de réparation, c'est-à-dire les paiements versés pour l'achat de services d'entretien et de réparation de bâtiments, de véhicules automobiles et d'autres machinerie et outillage.
- Impôts fonciers, taxes professionnelles, c'est-à-dire tous les types d'impôts fonciers et de taxes professionnelles. De même, les différents permis nécessaires aux opérations sont inclus alors que les contributions sociales aux régimes provinciaux de santé et d'éducation sont exclues de cette catégorie.
- Autres services achetés, y compris les paiements versés aux propriétaires-exploitants, les frais de téléphone et d'autres services de télécommunication, les assurances, la publicité et la promotion des ventes.
- Frais de dépréciation, c'est-à-dire les frais relatifs à la dépréciation et l'amortissement de bâtiments, de véhicules et d'autres machinerie et outillage.
- Autres dépenses d'exploitation, y compris des éléments comme les redevances et droits de franchisage, les créances irrécouvrables et les ajustements du stock. Les contributions sociales aux régimes provinciaux de santé et d'éducation font partie de cette catégorie.

- Total des dépenses d'exploitation, c'est-à-dire la somme de toutes les dépenses d'exploitation.
- Dépenses autre que d'exploitation, c'est-à-dire les dépenses d'intérêt pour des emprunts ou les intérêts sur les engagements de location-acquisition.
- Total des dépenses, c'est-à-dire la somme des dépenses d'exploitation et des autres dépenses.

Revenu net d'exploitation :

- Marge d'exploitation, c'est-à-dire la différence entre les revenus d'exploitation et les dépenses d'exploitation.
- Ratio d'exploitation, c'est-à-dire le ratio des dépenses d'exploitation aux revenus d'exploitation.

De façon à présenter précisément le contenu des postes de dépenses, le tableau 13 montre les cellules du questionnaire utilisées pour en dériver la valeur exacte.

Tableau 13
Mise de correspondance des postes de dépense

Postes de dépense	Cellule(s) du questionnaire
Salaires, traitements et bénéfices	C3041
Coût des fournitures et de l'énergie	C4069, C3399, C4066, C4101
Dépenses de location et de location-bail	C4120, C4125, C4130, C4140
Dépenses de réparation et d'entretien	C4180, C4210, C4220
Impôts fonciers et taxes professionnelles	C4410
Autres services achetés	C3080, C3088, C4230, C4315, C4070, C4085, C4325, C4350, C4365, C4370
Frais de dépréciation	C4520
Autres dépenses d'exploitation	C4555, C4564, C4569
Total des dépenses d'exploitation	C4599
Dépenses autres que d'exploitation	C4630
Total des dépenses	C4699

Autres variables :

Colis est l'équivalent d'enveloppes, de boîtes ou de paquets. Généralement, les colis transportés par les entreprises de messageries et de services locaux de livraison pèsent moins de 100 kg.

Livraison est le mouvement d'un ou de plusieurs colis d'un endroit de collecte ou origine à un endroit de livraison ou destination.

L'origine est classée selon la région au Canada.

La destination peut être le Canada, les États-Unis ou les autres pays.

Les services de livraison se subdivisent en trois catégories :

- Les services le jour même comprennent les livraisons effectuées le même jour qu'elles furent cueillies;
- Les services le lendemain ou de nuit comprennent les livraisons effectuées le jour suivant la cueillette;
- Les autres services - deux jours ou plus comprennent les livraisons effectuées deux jours ou plus suivant la cueillette.

Le revenu moyen par colis est le revenu généré des services de livraison divisé par le nombre de colis transportés.

Méthodes

Les données ont été produites dans le cadre du programme des enquêtes unifiées auprès des entreprises (EUE) de Statistique Canada.

Échantillonnage

Population cible

La population cible de cette enquête est constituée de tous les établissements comportant le code 492 du SCIAN qui ont eu des activités pendant au moins une journée au cours de l'année de référence 2005.

Base de sondage

La base de sondage est la liste des établissements dont la partie admissible à l'échantillonnage fait l'objet d'un prélèvement. La base fournit des renseignements fondamentaux sur chaque entreprise, notamment : adresse, classification industrielle et renseignements provenant des sources de données administratives. La base de sondage est tenue par la Division du Registre des entreprises de Statistique Canada et mise à jour à l'aide des données administratives.

Sur le Registre des entreprises, sous le code 492 du SCIAN, on comptait 6 904 établissements appartenant à des entreprises simples et complexes, qui ont eu des activités pendant au moins une journée au cours de l'année de référence 2005. De ce nombre, 3 370 établissements relevaient du code SCIAN 4921 (messagerie) alors que 3 534 établissements relevaient plutôt du code SCIAN 4922 (services locaux de livraison).

Par ailleurs, un recensement des établissements non incorporé (T1) provenant des déclarations d'impôts des particuliers fournis par l'Agence du revenu du Canada est utilisé afin de s'assurer d'inclure les entrepreneurs indépendants (travailleurs autonomes) qui, en raison de leur petite taille, peuvent avoir échappé à la couverture du Registre des entreprises. En 2005, on retrouvait ainsi 14 089 établissements non incorporés (T1) ayant déclaré des revenus découlant du code SCIAN 492 (messagerie et services locaux de livraison).

Plan d'échantillonnage

Deux sources de données ont servi à calculer les estimations:

- 1) Une enquête sur échantillon probabiliste des établissements de messageries et de services locaux de livraison dont le revenu annuel brut d'entreprise est supérieur au seuil d'enquête;
- 2) Des données fiscales assemblées à partir d'échantillons de feuillets T1 d'entreprises non constituées en société et de feuillets T2 d'entreprises constituées en société fournis par l'Agence du revenu du Canada permettent d'établir des estimations pour : 1) un groupe d'établissements dont le revenu annuel d'entreprise est supérieur au seuil d'enquête (programme de remplacement par des données fiscales¹¹) et 2) pour tous les établissements dont le revenu annuel est inférieur au seuil d'enquête.

Noter que seuls des renseignements financiers peuvent être obtenus des données fiscales, dont par exemple, les revenus, les dépenses, l'amortissement et les salaires, traitements et avantages sociaux. Les données dites « caractéristiques », par exemple l'équipement ou l'origine et la destination des livraisons, des unités sont imputées tout en tenant compte de leurs caractéristiques propres (province, type d'activité, revenu, etc.).

Au total dans l'industrie des messageries et des services locaux de livraison, 1 995 établissements sur le Registre des entreprises avaient des revenus annuels au-dessus des seuils d'enquête en 2005.

L'unité d'échantillonnage

L'unité d'échantillonnage utilisée pour l'enquête probabiliste est constituée des établissements d'une entreprise qui ont des activités dans la même branche d'activité et dans la même province. L'unité d'échantillonnage peut également être appelée « grappe d'établissements ».

11. Le programme de remplacement par des données fiscales vise à remplacer une partie de l'échantillon par des données fiscales afin de diminuer le fardeau de réponse pour les répondants. En 2005, elle correspondait à 55 % des entreprises simples et uniques.

Le taux d'échantillonnage

Parmi les 1 995 établissements au-dessus des seuils d'enquête, 644 établissements furent sélectionnés pour faire partie de l'échantillon. Le taux d'échantillonnage global s'établit ainsi à 32 %.

Collecte des données

Au début de l'année 2005 (janvier), les questionnaires furent envoyés par la poste aux établissements sélectionnés pour faire partie de l'échantillon. Les établissements qui ont reçu un questionnaire ont rapporté leurs données pour l'exercice financier de 12 mois le plus récent. La période de collecte s'est terminée en septembre 2006.

Traitement des données

Taux de réponse

Au niveau de l'industrie, le taux de réponse global, qui combine les données de l'enquête aux données fiscales s'est établi à 83 %. Pour les messageries (SCIAN 4921), ce taux était de 90 %, alors qu'il était de 74 % pour les services locaux de livraison (SCIAN 4922).

Imputation

Les données rapportées furent examinées afin de déterminer si elles étaient complètes et uniformes, grâce à des vérifications automatisées et à un examen analytique. Un autre système automatisé a été utilisé pour imputer les données dans le cas de refus, de non-réponse et de non-contact, en partie avec l'aide des données fiscales.

Le processus d'imputation a aussi été couplé à un examen analytique manuel. Du fait que l'on a utilisé des données fiscales, la qualité des données découlant du processus d'imputation est considérée comme très bonne pour les variables agrégées, par exemple le total des revenus et le total des dépenses, et comme bonne pour les variables plus détaillées (voir Tableau 14).

Tableau 14
Taux d'imputation pondéré

	492	492110	492210
	pourcentage		
Variables			
Revenu total	7,5	5,3	8,1
Dépense total	7,3	5,6	7,8
Salaires, traitements et bénéfices	9,5	5,5	10,5

Allocation

Dans un certain nombre de cas, les répondants ont rapporté leurs données en combinant de nombreuses unités d'échantillonnage situées dans plus d'une province, ce qui a nécessité la répartition des données. Des renseignements auxiliaires, découlant principalement des formules T4 supplémentaires, ont été utilisés pour répartir les données rapportées dans le rapport combiné entre les diverses provinces où ces entreprises ont des activités. Cette source d'information utilisée pour l'allocation a permis de produire une distribution fiable des revenus et des dépenses par province et territoire.

Estimation

Les poids d'échantillonnage tirés du plan de sondage ont été modifiés et améliorés à partir de données plus à jour. On a pu procéder ainsi parce que depuis le tirage de l'échantillon, le Registre des entreprises a été mis à jour et comporte des renseignements plus complets. L'ensemble final de poids rend compte de la façon la plus juste possible de l'évolution des caractéristiques de la population de cette industrie. Les estimations finales ont été calculées en combinant les estimations d'enquête et les estimations de données fiscales.

Qualité des données

Toutes les enquêtes risquent de comporter des erreurs d'échantillonnage et des erreurs non dues à l'échantillonnage. Statistique Canada a recours à toute une gamme de méthodes pour minimiser tous les types d'erreur. Tous les efforts furent déployés pour réduire les erreurs non dues à l'échantillonnage, lesquelles découlent des omissions, du dédoublement, de la déclaration et du traitement.

Évaluation de la qualité

Avant d'être diffusés, les résultats combinés de l'enquête sont analysés aux fins de comparabilité ; en général, cette opération consiste à examiner en détail les réponses individuelles (surtout celles des grandes sociétés), à revoir la conjoncture générale et les tendances historiques et enfin à comparer ces résultats à d'autres sources de données.

Coefficients de variation

Les coefficients de variation (c.v.) correspondant aux estimations finales furent calculés. La qualité des estimations finales est classée comme suit :

Excellente	coefficient de variation (c.v.) entre 0,01 % et 4,99 %
Très bonne	coefficient de variation (c.v.) entre 5,00% et 9,99 %
Bonne	coefficient de variation (c.v.) entre 10,00 % et 14,99 %
Acceptable	coefficient de variation (c.v.) entre 15,00 % et 24,99 %
À utiliser avec prudence	coefficient de variation (c.v.) entre 25,00 % et 34,99 %
Non fiable	coefficient de variation (c.v.) > 35,00 %
.	indisponible pour toute période de référence

Tableau 15
Qualité des données coefficient de variation (CV)

Provinces et territoires	492	492110	492210
Terre-Neuve-et-Labrador	Excellent	Excellent	Excellent
Île-du-Prince-Édouard	Recensement	Recensement	Recensement
Nouvelle-Écosse	Excellent	Excellent	Très bonne
Nouveau-Brunswick	Excellent	Recensement	Acceptable
Québec	Excellent	Recensement	Très bonne
Ontario	Excellent	Excellent	Très bonne
Manitoba	Excellent	Excellent	Très bonne
Saskatchewan	Excellent	Excellent	Excellent
Alberta	Excellent	Excellent	Bonne
Colombie-Britannique	Excellent	Excellent	Acceptable
Yukon	Recensement	Recensement	.
Territoires du Nord-Ouest	Recensement	Recensement	.
Nunavut	Recensement	Recensement	.
Canada	Excellent	Excellent	Très bonne

En se basant sur cette échelle et tel qu'illustré au Tableau 15 ci-dessous, les estimations du total des revenus pour l'ensemble de l'industrie (SCIAN 492) furent jugées excellentes au niveau national, provincial et territorial pour 2005. Pour les messageries (SCIAN 4921), la qualité des estimations a aussi été jugée excellente tant au niveau national que provincial et territorial. Pour les services locaux de livraison (SCIAN 4922), la qualité des estimations a été jugée très bonne au niveau national et d'excellente à acceptable au niveau provincial et territorial.

Dans l'ensemble, les estimations de 2005 sont perçues comme présentant un portrait juste et fiable de l'industrie des messageries et des services locaux de livraison au Canada.

Contrôle de la divulgation

La Loi interdit à Statistique Canada de rendre publique toute donnée susceptible de révéler de l'information obtenue en vertu de la Loi sur la statistique et se rapportant à toute personne, entreprise ou organisation reconnaissable sans que cette personne, entreprise ou organisation le sache ou y consente par écrit. Diverses règles de confidentialité s'appliquent à toutes les données diffusées ou publiées afin d'empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

Diffusion des résultats

Les données de certains tableaux sont disponibles dans CANSIM, Tableaux : 402-0001 à 402-0003.

Mises à jour et corrections statistiques

Débutant aussi à l'année de référence 2004^r, des changements conceptuels et méthodologiques ont été apportés afin d'améliorer la qualité des estimations :

- À la suite de notre processus de validation des données auprès des répondants clés de l'enquête (entreprises de grande taille), des corrections ont été apportées. Celles-ci ont notamment eu un effet notable sur les revenus et dépenses du segment des messageries.
- Une mise à jour des définitions des segments de l'industrie a été apportée. Ainsi, seuls les établissements appartenant à des d'entreprises constituées en société sont désormais classifiés sous le segment des messageries. La totalité des établissements de type propriétaire exploitant (ou entreprises non constituées en société) se retrouve ainsi sous le segment des services locaux de livraison.
- La couverture des unités d'enquêtes non incorporées (T1) ayant des revenus sous les seuils d'enquête a été perfectionnée suite à l'introduction d'une nouvelle méthodologie développée de façon à optimiser l'utilisation de données fiscales. Entre autres avantages, celle-ci permet d'obtenir une meilleure couverture des établissements de petite taille.
- Une révision des procédés d'appariements et de mises en correspondance des variables d'enquête et des variables provenant des données fiscales a été effectuée. Celle-ci a affecté dans une certaine mesure l'importance relative de certains postes de dépenses.

Bien que l'ensemble de ces révisions bénéficie à la qualité globale de l'enquête et fait partie d'une pratique normale visant l'amélioration continue de nos données, nous sommes conscients de leur impact sur les tendances historiques et nous regrettons les inconvénients qu'ils pourraient causer à nos utilisateurs.

Date de parution : Décembre 2007

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0 ^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
P	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i>
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 50-002-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Périodicité : irrégulière / ISSN 1710-9124

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-263-1136.

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 50-002-X).

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) ; Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de *service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle.

Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.